



Minga
Agir ensemble pour
une économie équitable



Mouvement
Inter-Régional
des AMAP



générations
FUTURES



Le 18 septembre 2014

L'agroécologie ne peut être que paysanne !

Nous souhaitons par cette déclaration alerter les participants au Symposium International sur l'Agroécologie pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition organisé par la FAO le 18 et 19 septembre 2014. Nous affirmons que l'agroécologie ne peut être que paysanne : elle n'est ni compatible avec les « services écosystémiques » ou la notion de « Capital Naturel », ni avec la présence de l'industrie agroalimentaire et chimique dans ce colloque. Ces visions économiques de la nature ne servent pas les pratiques agroécologiques paysannes mais cherchent à ouvrir de nouveaux marchés aux multinationales qui en profitent pour redorer leur image. Ces alliances et l'agriculture qu'elles dessinent ne portent pas nos ambitions de justice sociale, mais au contraire en sapent les bases.

Nous, mouvements sociaux organisés, associatifs, syndicaux et professionnels, français affirmons que l'agroécologie paysanne existe aujourd'hui. Nous sommes obligés de la qualifier d' « agroécologie paysanne » pour la distinguer de la campagne de communication du Ministère français de l'Agriculture et de son ministre, M. Stéphane Le Foll, qui brandit le drapeau de l'agro-écologie dans le seul but de consolider une politique agricole à vocation majoritairement exportatrice, ainsi que sa volonté de « produire plus », y compris à des fins énergétiques. En continuant de travailler avec les protagonistes du modèle agricole industriel, il ne contribue qu'à verdir une agriculture qui élimine les paysans et standardise toujours plus l'alimentation. Derrière le juste constat que le modèle agricole actuel est dans une impasse, se cache une vision purement technico-économique de l'agro-écologie qui fait la promotion de pratiques qui n'ont rien à voir avec celle-ci. Pire, il y a une volonté de légitimer la financiarisation et l'appropriation de la nature. Les « services écosystémiques » sont marchandisés, la « biomasse » sauvage et cultivée est confisquée par des droits de propriété intellectuelle. La nature est mise sous brevet ! Ces objectifs sont incompatibles avec l'autonomie paysanne et la souveraineté alimentaire, éléments pourtant centraux de l'agroécologie. Dans ce cadre, il n'est pas étonnant que rien ne soit fait pour agir sur le contexte politique et économique global qui détermine les choix agricoles et alimentaires. Ainsi, les politiques publiques et les échanges internationaux ne sont pas remis en question, la question foncière et les enjeux sociaux ne sont pas pris en compte. De fait, en continuant à appliquer les mêmes politiques, le gouvernement français, au lieu d'offrir un cadre favorable aux pratiques paysannes agroécologiques, prend des décisions qui conduisent à l'exclusion progressive de celles et ceux qui les mettent en œuvre. Dans cette agriculture qui se targue de vertus environnementales, les fermes à taille humaine continueront à être remplacées par des usines, les savoirs paysans par des technologies brevetées (comme les drones par exemple) et le travail humain par des machines ou des intrants chimiques. Cette agriculture qui ne survit que grâce à une énergie fossile déclinante et l'exploitation grandissante d'une main d'œuvre précaire cherche son salut dans la « bioéconomie », pour le plus grand bonheur des multinationales et des marchés financiers. Elle camoufle sa fuite en avant destructrice derrière le vocabulaire des alternatives.

Ce à quoi nous sommes confrontés en France se reproduit dans de nombreux autres pays, aussi nous souhaitons partager avec les participants de ce Symposium international notre préoccupation et nos résolutions. Nous entendons défendre les valeurs et promouvoir les initiatives portées par les paysannes, les paysans et les acteurs du mouvement social ainsi que dénoncer les fausses solutions. L'agroécologie paysanne est avant tout un corpus de pratiques vivantes porté par des mouvements sociaux avec un objectif politique commun : une agriculture sociale et écologique ancrée dans les territoires. Elle est partie prenante d'une dynamique de transformation sociétale globale qui touche tous les secteurs d'activité : nous en sommes les principaux acteurs !

Christian Berdot (Amis de la Terre) : 0033 (0)5 58 75 34 50 (*français, anglais, allemand*)

Judith Carmona (Confédération paysanne) : 0033 (0)6 23 89 85 00 (*français*)

Guy Kastler (Réseau Semences paysannes) : 0033 (0)6 03 94 57 21 (*français*)

Richard Le Masson (Fédération Nationale Accueil Paysan) : 0033 (0)4 68 69 87 57 (*français*)

Richard Marrieta (Nature & Progrès) : 0033 (0)5 63 55 91 42 (*français*)

Thierry Thévenin (Syndicat des Simples) : 0033 (0)5 55 67 23 25 (*français, anglais*)